

Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sorel-Tracy

Code géographique : 53052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

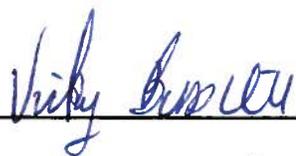
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Vicky Bussière, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Sorel-Tracy pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Sorel-Tracy pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-11.
(Date)

Signature



Date

2018-05-22

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Sorel-Tracy et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

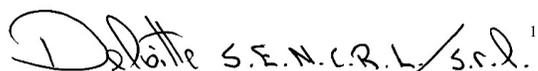
Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sorel-Tracy et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sorel-Tracy inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S13, S14, S15, S23-1, S23-2, S23-3 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.



Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)
Brossard, Québec

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A108263

DATE 2018-05-22

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	44 676 350	44 557 884	45 997 045
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 619 040	4 772 188	3 801 054
Quotes-parts	3	(92 437)	(77 270)	(81 656)
Transferts	4	8 623 822	5 021 126	6 326 255
Services rendus	5	7 274 652	6 386 910	7 291 601
Imposition de droits	6	735 000	1 664 315	1 658 722
Amendes et pénalités	7	1 132 200	977 226	1 089 916
Revenus de placements de portefeuille	8	124 036	108 049	176 828
Autres revenus d'intérêts	9	160 000	174 584	210 412
Autres revenus	10	345 134	2 246 147	2 290 468
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	67 597 797	65 831 159	68 760 645
Charges				
Administration générale	14	7 888 169	7 500 763	7 175 698
Sécurité publique	15	10 065 164	10 870 882	9 976 830
Transport	16	13 395 609	12 313 255	13 639 890
Hygiène du milieu	17	10 206 599	9 589 081	10 878 584
Santé et bien-être	18	418 809	245 388	251 954
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 972 351	2 293 081	1 860 127
Loisirs et culture	20	14 573 376	15 251 897	13 828 910
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 560 302	1 461 187	1 557 239
Effet net des opérations de restructuration	23		916 555	
	24	60 080 379	60 442 089	59 169 232
Excédent (déficit) de l'exercice	25	7 517 418	5 389 070	9 591 413
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		98 759 881	89 168 468
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		98 759 881	89 168 468
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		104 148 951	98 759 881

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 117 172	10 368 617
Débiteurs (note 5)	2	10 541 657	9 552 244
Prêts (note 6)	3		3 290 389
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 182 238	1 242 369
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	564 437	761 910
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	16 405 504	25 215 529
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 705 416	10 735 579
Revenus reportés (note 12)	12	394 714	1 183 835
Dette à long terme (note 13)	13	59 220 270	65 049 567
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	69 320 400	76 968 981
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(52 914 896)	(51 753 452)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	150 383 030	144 071 741
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	5 550 054	5 254 536
Stocks de fournitures	19	433 104	389 720
Autres actifs non financiers (note 17)	20	697 659	797 336
	21	157 063 847	150 513 333
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	104 148 951	98 759 881

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		2017	2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 517 418	5 389 070	9 591 413
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	19 906 974 ) (	17 808 460 ) (	15 323 478)
Produit de cession	3	20 045	4 103 881	240 223
Amortissement	4	7 154 430	6 941 848	7 298 868
(Gain) perte sur cession	5		(465 113)	32 589
Réduction de valeur / Reclassement	6		916 555	
	7	(12 732 499)	(6 311 289)	(7 751 798)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(295 518)	(248 059)
Variation des stocks de fournitures	9		(43 384)	(9 735)
Variation des autres actifs non financiers	10		99 677	(67 259)
	11		(239 225)	(325 053)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(5 215 081)	(1 161 444)	1 514 562
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(51 753 452)	(53 268 014)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(51 753 452)	(53 268 014)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(52 914 896)	(51 753 452)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 389 070	9 591 413
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	6 941 848	7 298 868
Autres			
- Gain/perte sur cession d'immo.	3	(465 113)	32 589
- Restructuration/réduction val.	4	962 709	137 474
	5	12 828 514	17 060 344
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(989 413)	(2 833 943)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 030 163)	1 232 749
Revenus reportés	9	(789 121)	(4 190 490)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	197 473	302 019
Propriétés destinées à la revente	11	(295 518)	(248 059)
Stocks de fournitures	12	(43 384)	(9 735)
Autres actifs non financiers	13	99 677	(67 259)
	14	9 978 065	11 245 626
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(17 808 460)	(15 323 478)
Produit de cession	16	4 103 881	240 223
	17	(13 704 579)	(15 083 255)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(126 523)	(126 523)
Remboursement ou cession	19	3 453 887	242 364
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(140 934)	(7 778)
Cession	21	117 936	1 012 293
	22	3 304 366	1 120 356
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	9 622 524	6 258 400
Remboursement de la dette à long terme	24	(15 413 385)	(5 507 565)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(38 436)	(56 151)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(5 829 297)	694 684
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(6 251 445)	(2 022 589)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	10 368 617	12 391 206
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	10 368 617	12 391 206
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	4 117 172	10 368 617

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sorel-Tracy « la Ville » est constituée en vertu du décret no 130-2000 du gouvernement du Québec, daté du 15 mars 2000. Elle est régie par la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, passifs, revenus et charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, passifs, revenus et charges consolidés ligne par ligne, des partenariats et organisme périmunicipal auxquels elle participe dans les proportions suivantes :

	Valeur de consolidation	
	2017	2016
Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent	91,0 %	91,0 %
Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch	77,1 %	77,1 %
Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes (note 25)	39,4 %	39,4 %
Régie intermunicipale de la gare de Sorel	39,4 %	39,4 %
Corporation des fêtes du 375e anniversaire de la Ville de Sorel-Tracy	100,0 %	100,0 %

Les opérations interentités sont éliminées.

- La Ville est membre de la **Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent**, organisme composé de trois municipalités. La Régie est responsable de l'exploitation d'un réseau d'égout. Elle a été créée en vertu de l'article 580 du *Code municipal du Québec* et de l'article 568.11 de la *Loi sur les cités et villes*.

Les dépenses de cet organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres selon un pourcentage déterminé. La quote-part de la Ville pour l'an 2017 est de 983 451 \$ (975 262 \$ en 2016) et la Ville a rendu des services pour un montant de 38 459 \$ (39 924 \$ en 2016).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

- La Ville est membre de la **Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch**, organisme composé de trois municipalités. La Régie est responsable de l'exploitation d'un réseau d'aqueduc. Elle a été créée en vertu du projet de Loi 251 sanctionné le 4 novembre 1993 par l'Assemblée nationale.

Les dépenses de cet organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres selon un pourcentage déterminé. La quote-part de la Ville pour l'an 2017 est de 897 027 \$ (898 677 \$ en 2016) et la Ville a rendu des services pour 68 498 \$ (63 576 \$ en 2016).

- La Ville est membre du **Conseil intermunicipal de transport (C.I.T.) de Sorel-Varennes**. Le Conseil est responsable du transport. Il a été créé en vertu du chapitre 45 des Lois de 1983. Voir la note 25 sur l'opération de restructuration.

Les dépenses de cet organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres selon un pourcentage déterminé. La quote-part de la Ville pour l'an 2017 est de 449 872 \$ (1 552 575 \$ en 2016) et la Ville a rendu des services pour 11 143 \$ (13 213 \$ en 2016). Voir la note 25 sur l'opération de restructuration.

- La Ville est membre de la **Régie intermunicipale de la gare de Sorel**. Elle a été constituée par décret, en date du 19 décembre 1995, conformément aux dispositions des articles 468.11 de la *Loi sur les cités et villes* et 580 du *Code municipal du Québec*. La Régie a pour but l'administration et l'utilisation en commun de l'ancienne gare ferroviaire de Sorel par les villes et municipalités membres du C.I.T. de Sorel-Varennes, notamment le terminal pour le transport en commun du C.I.T. de Sorel-Varennes.

Les revenus de l'organisme, après déduction des dépenses, sont répartis entre les membres selon un pourcentage déterminé. Aucun montant n'a été remis en 2017. (néant en 2016).

- La Ville contrôle la **Corporation des fêtes du 375e anniversaire de la Ville de Sorel-Tracy** qui est constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec*. Son rôle est principalement d'administrer et d'organiser les fêtes du 375e anniversaire de la Ville de Sorel-Tracy sans intention de gain pécunier pour ses membres. La Ville a versé un montant de 110 705 \$ en subvention pour l'année 2017 (96 890 \$ en 2016).

B) Comptabilité d'exercice

Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faites et les transactions.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés de la Ville de Sorel-Tracy, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants des revenus et charges constatés au cours de la période visée par les états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Parmi les principales composantes des états financiers consolidés exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent le coût et la valeur de réalisation nette des stocks, la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des actifs à long terme, les frais courus, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

C) Actifs financiers

Placements

Les placements temporaires sont constitués de dépôts à terme et autres titres, de placements à long terme à titre d'investissement et de placements à long terme à des fins de trésorerie.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

Prêt

Lors de l'évaluation initiale, le prêt est évalué au coût.

Une provision pour moins-value est constituée pour désigner le prêt au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduit, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. La provision pour moins-value est déterminée à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers consolidés. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants, selon la méthode de l'amortissement linéaire.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Passifs au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût d'origine, sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

	<u>Période</u>
Infrastructures	de 3 à 40 ans
Bâtiments	de 20 à 40 ans
Véhicules	de 5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	de 5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	de 10 à 40 ans
Autres	10 ans

Les immobilisations en cours sont amorties l'année suivante de leur mise en service.

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Le coût d'une immobilisation doit être réduit lorsque la conjoncture indique qu'elle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs s'y rattachant est inférieure à la valeur comptable nette. La perte de valeur est passée en charges dans l'état consolidé des résultats dans l'exercice alors en cours.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Stocks

Les stocks de pièces et carburants sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks de produits chimiques et de fournitures sont évalués au coût selon la méthode de l'épuisement successif.

Les stocks désuets sont radiés des livres.

F) Revenus**Constatation des revenus**

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spécial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateurs;

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution;

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

La Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par le gouvernement qu'à partir du moment où il y a eu vote des crédits à l'Assemblée Nationale.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les autres revenus sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux revenus, dans la mesure où ils ont été autorisés, que les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : valeur ajustée sur trois ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

i) Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

ii) Avantages sociaux futurs :

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

iii) Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement affectés et non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliation à des fins fiscales.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants :

Le fonds réservé - Fonds de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 4 117 172	10 404 239
Découvert bancaire	2 () ()	35 622)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 4 117 172	10 368 617
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 73 059	675 351
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
L'encaisse affectée est composée du solde de la subvention reçue du gouvernement fédéral et il est affecté à des fins d'entretien et de la mise en valeur du Quai n° 2.		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 3 113 775	2 186 630
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	172 400
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 1 515 221	3 557 003
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 2 433 719	602 591
Organismes municipaux	15 91 470	254 070
Autres		
- Divers	16 3 387 472	2 554 832
-	17	224 718
	18 10 541 657	9 552 244
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 846 965	1 055 746
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
- CISTV	26	3 290 389
-	27	
	28	3 290 389
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	218 525	301 654
Autres placements	31	963 713	940 715
	32	<u>1 182 238</u>	<u>1 242 369</u>
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les placements à titre d'investissement sont composés d'un fonds de garantie de franchise collective.

Les autres placements sont composés de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 1,00 % à 2,55 % (0,80 % à 2,55 % en 2016), et échéant à différentes dates jusqu'en juillet 2020.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	1 827 225	2 198 839
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	<u>(1 262 788)</u>	<u>(1 436 929)</u>
	37	<u>564 437</u>	<u>761 910</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 222 740	1 773 282
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	(121 837)	132 831
Régimes à cotisations déterminées	40	38 898	29 878
Autres régimes (REER et autres)	41		6 363
Régimes de retraite des élus municipaux	42	87 094	85 149
	43	<u>2 226 895</u>	<u>2 027 503</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées

La municipalité et ses entités consolidées participent à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui a fait l'objet du processus de report des négociations depuis janvier 2016. Suite à la signature de l'entente de négociation signée le 29 juin 2017, une révision de la plus récente évaluation actuarielle a été préparée relativement à l'application de la Loi et de la nouvelle entente pour le régime de retraite pour les employés de la Ville de Sorel-Tracy en date du 31 décembre 2014. En vertu de cette évaluation qui a été révisée le 27 novembre 2017, il n'y a pas de déficit à restructurer et donc aucun effort minimal requis par les participants. Les résultats de l'année 2017 tiennent compte de l'effet des nouveaux résultats obtenus, et puisqu'aucun effort minimal des participants n'est requis, aucun ajustement n'a été apporté à cet effet sur les résultats au 31 décembre 2017.

Tel que prévu par la Loi, la nouvelle entente prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties, soit à compter du 2 juillet 2017. Les résultats de fin d'année reflètent certaines modifications liés aux nouvelles dispositions prévues dans l'entente.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La Ville de Sorel-Tracy bénéficie d'une marge de crédit de 7 500 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (3,2 % au 31 décembre 2017) moins 0,25 % et est renégociable en juin 2022.

La Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch bénéficie d'une marge de crédit de 300 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (3,2 % au 31 décembre 2017) et est renégociable en juin 2022.

Au 31 décembre 2017, aucun montant n'est utilisé.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	4 320 928	5 674 559
Salaires et avantages sociaux	48	2 215 093	2 142 882
Dépôts et retenues de garantie	49	1 376 360	1 142 546
Provision pour contestations d'évaluation	50	176 853	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52	871 814	871 814
Autres			
- Divers	53	640 000	667 854
- Organismes municipaux	54	100 066	235 924
- RTM	55	4 302	
-	56		
-	57		
	58	9 705 416	10 735 579

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	3 276	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	215 464	403 026
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Compensation milieux humides	66	48 300	48 300
- Transferts	67	98 059	722 240
- Revenus perçus d'avance	68	29 615	10 269
-	69		
	70	394 714	1 183 835

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						2017	2016
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,15	2,90	2018	2025	71	57 045 640	59 365 815
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,57	4,90	2018	2022	75	650	1 108
Organismes municipaux					76		3 290 388
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	8,02	13,35	2018	2019	77	2 707	6 558
Autres	2,00	2,00	2018	2032	78	2 639 833	2 815 822
					79	59 688 830	65 479 691
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(468 560)	(430 124)
					81	59 220 270	65 049 567

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2018	82	90	10 466 640	98	2 246	107	176 271	115	10 645 157
2019	83	91	8 648 000	99	693	108	176 083	116	8 824 776
2020	84	92	11 780 000	100		109	176 087	117	11 956 087
2021	85	93	12 229 000	101		110	176 044	118	12 405 044
2022	86	94	10 442 000	102		111	176 047	119	10 618 047
2023 et +	87	95	3 480 000	103		112	1 759 951	120	5 239 951
	88	96	57 045 640	104	2 939	113	2 640 483	121	59 689 062
Intérêts et frais accessoires				105	(232)			122	(232)
	89	97	57 045 640	106	2 707	114	2 640 483	123	59 688 830

Note

	2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(49 720 112)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	(3 194 784)
Autres	126	()
	127	(52 914 896)
		(51 753 452)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	37 347 018	156	851 351	183	1 140 753	210	37 057 616
Eaux usées	129	31 796 649	157	1 002 114	184	1 580 817	211	31 217 946
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	98 426 086	158	8 120 917	185	35 366 850	212	71 180 153
Autres	131	20 121 588	159	591 025	186	8 662 527	213	12 050 086
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	60 692 603	161	2 219 073	188	445 325	215	62 466 351
Améliorations locatives	134		162		189		216	
Véhicules	135	6 918 002	163	491 571	190	176 349	217	7 233 224
Ameublement et équipement de bureau	136	4 591 070	164	125 524	191	1 030 165	218	3 686 429
Machinerie, outillage et équipement divers	137	10 127 686	165	1 116 440	192	2 300 970	219	8 943 156
Terrains	138	8 499 345	166	195 864	193	253 113	220	8 442 096
Autres	139		167		194		221	
	140	<u>278 520 047</u>	168	<u>14 713 879</u>	195	<u>50 956 869</u>	222	<u>242 277 057</u>
Immobilisations en cours	141	<u>7 360 977</u>	169	<u>3 094 581</u>	196	<u>6 982 965</u>	223	<u>3 472 593</u>
	142	<u>285 881 024</u>	170	<u>17 808 460</u>	197	<u>57 939 834</u>	224	<u>245 749 650</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	16 182 502	171	898 531	198	1 173 482	225	15 907 551
Eaux usées	144	14 546 765	172	761 631	199	1 893 187	226	13 415 209
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	61 459 524	173	2 104 147	200	36 450 544	227	27 113 127
Autres	146	14 506 927	174	531 735	201	10 049 044	228	4 989 618
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	22 286 495	176	1 273 882	203	435 728	230	23 124 649
Améliorations locatives	149		177		204		231	
Véhicules	150	3 214 930	178	456 642	205	154 353	232	3 517 219
Ameublement et équipement de bureau	151	3 158 458	179	357 438	206	1 025 741	233	2 490 155
Machinerie, outillage et équipement divers	152	6 453 682	180	557 842	207	2 202 432	234	4 809 092
Autres	153		181		208		235	
	154	<u>141 809 283</u>	182	<u>6 941 848</u>	209	<u>53 384 511</u>	236	<u>95 366 620</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>144 071 741</u>					237	<u>150 383 030</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238	286 881	241		243	14 697	245	272 184
Amortissement cumulé	239	(85 195)	242	(1 545)	244	(4 081)	246	(82 659)
Valeur comptable nette	240	<u>201 686</u>					247	<u>189 525</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	248	31 742	31 742
Immeubles industriels municipaux	249	4 693 488	4 572 648
Autres	250	824 824	650 146
	251	5 550 054	5 254 536
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	5 550 054	5 254 536

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
- Assurances et autres	254	230 178	259 095
-	255		
-	256		
Autres			
- Avance salaire	257	143 649	158 884
- Assurances groupes	258	323 832	379 357
	259	697 659	797 336

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

	2017	2016
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	260	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261	
Autres revenus	262	
	263	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264	
Variation de la provision pour moins-value	265	
	266	
Autres charges	267	
	268	
Excédent (déficit) de l'exercice	269	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	270	
Placements de portefeuille	271	
Débiteurs	272	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273	
Provision pour moins-value	274	() ()
	275	
	276	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	277	
Revenus reportés	278	
Dette à long terme	279	
	280	
Solde du Fonds local d'investissement	281	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	285

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité**2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<u>289</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<u>292</u>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<u>295</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	296
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	() (
	<u>302</u>		
	<u>303</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<u>307</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<u>310</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<u>313</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****20. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après des contrats de déneigement et autres engagements échéant en 2022, à verser une somme totale de 14 248 307 \$ durant cette période. Les versements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 6 864 572 \$ en 2018, 3 069 219 \$ en 2019, 2 707 664 \$ en 2020, 1 603 816 \$ en 2021 et 3 036 \$ en 2022.

La Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent s'est engagée, d'après un contrat relatif à la fourniture de services professionnels de gestion de l'exploitation des ouvrages d'épuration des eaux échéant en 2018, à verser une somme totale de 406 962 \$. De plus, la Régie s'est engagée, en vertu d'un contrat relatif à la fourniture de services administratifs, échéant en 2020, à verser des honoraires totalisant 57 668 \$. Les versements exigibles s'élèvent à 36 524 \$ pour 2018, 10 572 \$ pour 2019 et 2020. Au cours de l'exercice, la portion attribuable à la Ville s'établit à 91 % et devrait être sensiblement le même pourcentage pour les trois prochains exercices.

La Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch s'est engagée, en vertu de divers contrats de services professionnels, d'acquisition et de réparation de divers équipements. Les montants maximums futurs totalisent 37 534 \$ en 2018 et 4 630 \$ en 2019. Au 31 décembre 2017, la portion attribuable à la Ville s'établit à 77,1 % et devrait être sensiblement le même pourcentage pour les deux prochains exercices.

Office municipal d'habitation de la municipalité

L'Office municipal d'habitation de Sorel-Tracy, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

21. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville a endossé des emprunts contractés par cinq organismes. Au 31 décembre 2017, il est impossible d'évaluer le montant que la Ville pourrait avoir à verser en cas de défaut de paiement de ces organismes. Les organismes sont :

- Le Festival de la gibelotte pour un montant maximal de 125 000 \$ sur emprunt de 150 000 \$. Au 31 décembre 2017, le solde de l'emprunt était de 105 000 \$.

- La Société de développement économique de Sorel-Tracy pour un montant maximal de 3 200 000 \$ sur un emprunt de 4 595 000 \$. Au 31 décembre 2017, le solde de l'emprunt était de 3 214 133 \$.

- Azimut Diffusion inc. pour un montant maximal de 6 280 200 \$. Au 31 décembre 2017, le solde de l'emprunt était de 5 092 074 \$.

- La Marina de Saurel inc. pour un montant maximal de 2 200 000 \$. Au 31 décembre 2017, le solde de l'emprunt était de 1 627 860 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

- Le Regroupement indépendant pour la relance économique de la région de Sorel-Tracy pour un montant maximal de 4 255 000 \$. Au 31 décembre 2017, le solde de l'emprunt était de 1 211 664 \$.

La Ville est solidairement et conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité Régionale de Comté (MRC) de Pierre-De Saurel. Au 31 décembre 2017, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 9 035 528 \$.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

Contestations d'évaluation

Au cours de l'exercice, des contestations d'évaluation ont été déposées au tribunal administratif du Québec. Ces contestations représentent des remboursements de taxes municipales pour un montant totalisant 176 853 \$. Une provision a été constituée pour celles-ci aux états financiers consolidés.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

25 Opération de restructuration

Le 19 mai 2016, l'Assemblée nationale a sanctionné le projet de loi 76 modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal. Ce projet de loi fait en sorte que les Conseils intermunicipaux de transport ont été dissous et remplacés, le 1er juin 2017, par deux nouveaux organismes, à savoir l'Autorité régionale de transport métropolitain et le Réseau de transport métropolitain.

Selon les dispositions du projet de loi 76, les droits, obligations, actifs et passifs qui étaient ceux du Conseil intermunicipal de transport (C.I.T.) de Sorel-Varenes au 31 mai 2017 deviennent ceux du Réseau de transport métropolitain.

L'effet de l'opération de restructuration représente une charge pour la Ville de 916 555 \$.

Au cours de l'exercice, la portion attribuable à la Ville s'établit à 39,4 %.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2016		Budget 2017	Réalizations 2017		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	44 890 269	43 346 350	43 217 451			43 217 336
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 802 389	4 620 240	4 774 588			4 772 188
Quotes-parts	3					2 251 031	(79 319)
Transferts	4	1 169 568	1 222 165	1 282 004		1 369 816	2 322 987
Services rendus	5	5 420 854	5 255 715	5 536 543		966 743	6 386 910
Imposition de droits	6	1 658 722	735 000	1 664 315			1 664 315
Amendes et pénalités	7	1 089 916	1 132 200	977 226			977 226
Revenus de placements de portefeuille	8	176 828	110 000	108 049			108 049
Autres revenus d'intérêts	9	187 186	160 000	157 915		16 669	174 584
Autres revenus	10	365 451	18 330	1 249 516		690 878	1 940 394
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	58 761 183	56 600 000	58 967 607		5 295 137	61 484 670
Investissement							
Taxes	13	1 106 902	1 330 000	1 340 548			1 340 548
Quotes-parts	14					2 049	2 049
Transferts	15	3 785 751	6 048 126	2 695 969		2 170	2 698 139
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	1 316 949	100 000	305 753			305 753
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux							
	19						
	20	6 209 602	7 478 126	4 342 270		4 219	4 346 489
	21	64 970 785	64 078 126	63 309 877		5 299 356	65 831 159
Charges							
Administration générale	22	6 845 755	7 547 310	7 199 261	301 502		7 500 763
Sécurité publique	23	9 483 227	9 547 705	10 368 585	502 297		10 870 882
Transport	24	6 348 575	7 956 766	8 377 926	2 346 881	2 051 463	12 313 255
Hygiène du milieu	25	9 297 782	8 224 071	7 848 248	1 732 307	1 994 752	9 589 081
Santé et bien-être	26	251 891	418 753	245 378	10		245 388
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 778 147	2 007 217	2 213 493	79 588		2 293 081
Loisirs et culture	28	12 009 057	12 193 498	12 805 551	1 537 368	1 075 202	15 251 897
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 424 980	1 507 135	1 398 345		62 842	1 461 187
Effet net des opérations de restructuration	31					916 555	916 555
Amortissement des immobilisations	32	6 607 827	6 900 000	6 499 953	(6 499 953)		
	33	54 047 241	56 302 455	56 956 740		6 100 814	60 442 089
Excédent (déficit) de l'exercice	34	10 923 544	7 775 671	6 353 137		(801 458)	5 389 070

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalisations 2016	Budget 2017	Réalisations 2017		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 923 544	7 775 671	6 353 137	(801 458)	5 389 070
Moins: revenus d'investissement	2	(6 209 602)	(7 478 126)	(4 342 270)	(4 219)	(4 346 489)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 713 942	297 545	2 010 867	(805 677)	1 042 581
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	6 607 827	6 900 000	6 499 953	441 895	6 941 848
Produit de cession	5	188 973	20 045	725 329	3 378 552	4 103 881
(Gain) perte sur cession	6	20 803		(465 113)		(465 113)
Réduction de valeur / Reclassement	7				916 555	916 555
	8	6 817 603	6 920 045	6 760 169	4 737 002	11 497 171
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	75 391		312 590		312 590
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	75 391		312 590		312 590
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12			163 498	3 290 389	3 453 887
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	137 475	60 000	46 154		46 154
	15	137 475	60 000	209 652	3 290 389	3 500 041
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				61 858	61 858
Remboursement de la dette à long terme	17	(5 019 129)	(4 937 455)	(4 943 398)	(7 307 546)	(12 250 944)
	18	(5 019 129)	(4 937 455)	(4 943 398)	(7 245 688)	(12 189 086)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 503 713)	(2 396 100)	(1 553 184)	(49 878)	(1 603 062)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	191 102		64 339	8 913	73 252
Excédent de fonctionnement affecté	21		1 750 000	9 980	193 661	203 641
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 060 443)	(1 399 935)	(1 377 938)		(1 377 938)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(298 548)	(294 100)	(80 550)		(80 550)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(2 671 602)	(2 340 135)	(2 937 353)	152 696	(2 784 657)
	26	(660 262)	(297 545)	(598 340)	934 399	336 059
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 053 680		1 412 527	128 722	1 378 640

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016		Réalizations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	6 209 602	4 342 270	4 219	4 346 489
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(593 641)	(682 763)	()	(682 763)
Sécurité publique	3	(1 084 534)	(161 597)	()	(1 161 597)
Transport	4	(2 946 325)	(5 909 738)	(13 201)	(5 922 939)
Hygiène du milieu	5	(1 911 626)	(4 739 091)	(140 440)	(4 879 531)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(276 594)	(64 963)	()	(341 557)
Loisirs et culture	8	(7 904 273)	(6 096 667)	()	(14 000 940)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(14 716 993)	(17 654 819)	(153 641)	(17 808 460)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	(323 450)	(608 108)	()	(931 558)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(126 523)	(126 523)	()	(253 046)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	6 258 400	6 472 100		12 730 500
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	1 503 713	1 553 184	49 878	3 092 775
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	548 613	1 007 668	68 938	1 625 219
Excédent de fonctionnement affecté	16	2 294 771	3 720 495	30 606	6 045 872
Réserves financières et fonds réservés	17	2 159 900	1 561 577		3 721 477
	18	6 506 997	7 842 924	149 422	14 499 343
	19	(2 401 569)	(4 074 426)	(4 219)	(6 476 214)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	3 808 033	267 844		4 075 877

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2016</u>	<u>2017</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
				<u>Total</u>	
				<u>consolidé</u> ¹	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 356 041	3 171 407	945 765	4 117 172
Débiteurs (note 5)	2	8 593 437	10 493 469	55 316	10 541 657
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	301 654	218 525	963 713	1 182 238
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	761 910	564 437		564 437
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	19 013 042	14 447 838	1 964 794	16 405 504
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	10 052 989	9 568 308	144 236	9 705 416
Revenus reportés (note 12)	12	1 133 703	394 714		394 714
Dette à long terme (note 13)	13	57 484 364	58 974 630	245 640	59 220 270
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	68 671 056	68 937 652	389 876	69 320 400
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(49 658 014)	(54 489 814)	1 574 918	(52 914 896)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	134 695 871	145 590 521	4 792 509	150 383 030
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	5 254 536	5 550 054		5 550 054
Stocks de fournitures	19	374 710	413 098	20 006	433 104
Autres actifs non financiers (note 17)	20	720 241	676 621	21 038	697 659
	21	141 045 358	152 230 294	4 833 553	157 063 847
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	3 863 871	3 104 393	469 257	3 573 650
Excédent de fonctionnement affecté	23	6 253 228	3 638 621	1 392 345	5 030 966
Réserves financières et fonds réservés	24	1 008 119	1 003 214		1 003 214
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(4 316 090)	(3 177 147)		(3 177 147)
Financement des investissements en cours	26	(587 557)	(515 011)		(515 011)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	85 165 773	93 686 410	4 546 869	98 233 279
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	91 387 344	97 740 480	6 408 471	104 148 951

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	16 152 175	17 084 781	17 655 087	15 932 429
Charges sociales	2	4 347 670	4 588 790	4 726 120	4 374 397
Biens et services	3	16 954 860	17 983 008	21 733 555	22 418 391
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	1 219 992	1 219 794	1 281 473	1 397 480
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	117 143	118 766	118 766	126 317
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	170 000	59 785	60 948	33 442
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	7 085 875	7 280 475	5 399 997	6 179 893
Transferts	10				
Autres	11	1 589 200	449 872		
Autres organismes					
Transferts	12	1 178 200	1 025 600	961 685	1 012 565
Autres	13				
Amortissement des immobilisations	14	6 900 000	6 499 953	6 941 848	7 298 868
Autres					
- Créances douteuses, réclamation	15	587 340	645 916	646 055	395 450
- Opération de restructuration	16			916 555	
-	17				
	18	56 302 455	56 956 740	60 442 089	59 169 232

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 573 650	4 652 226
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 030 966	7 736 354
Réserves financières et fonds réservés	3	1 003 214	1 008 119
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	3 177 147 ) (	4 316 090)
Financement des investissements en cours	5	(515 011)	(587 557)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	98 233 279	90 266 829
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	104 148 951	98 759 881
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 104 393	3 863 871
Organismes contrôlés ¹	10	469 257	788 355
	11	3 573 650	4 652 226
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Activités d'investissement	12	1 888 621	4 503 228
- Budget 2018	13	1 700 000	1 700 000
- Héberge le Grand Héron	14	50 000	50 000
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	3 638 621	6 253 228
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Activités d'investissement	22	186 595	385 500
- Réserve de boues	23	1 205 750	1 023 750
- Dette relative stationnement	24		73 876
	25	1 392 345	1 483 126
	26	5 030 966	7 736 354
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- 375e anniversaire Sorel-Tracy	27	468 660	500 000
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	468 660	500 000
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	533 038	506 595
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	1 516	1 524
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	534 554	508 119
	48	1 003 214	1 008 119

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 (1 405 200) ()	(1 485 750)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 (1 405 200) ()	(1 485 750)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres		
-	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 (1 405 200) ()	(1 485 750)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 (1 447) ()	(2 140)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres		
-	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 (1 447) ()	(2 140)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	()
Autres		
-	72 (901 300) ()	(1 862 200)
-	73 (869 200) ()	(966 000)
	74 (1 770 500) ()	(2 828 200)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (3 177 147) ()	(4 316 090)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 1 728 536	3 264 257
Investissements à financer	83 (2 243 547 ) (	3 851 814)
	84 (515 011)	(587 557)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 150 383 030	144 071 741
Propriétés destinées à la revente	86 5 550 054	5 254 536
Prêts	87	3 290 389
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 218 525	301 654
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 156 151 609	152 918 320
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 156 151 609	152 918 320
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (59 220 270 ) (	65 049 567)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (468 560 ) (	430 124)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 1 770 500	2 828 200
	98 (57 918 330 ) (	62 651 491)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (57 918 330 ) (	62 651 491)
	101 98 233 279	90 266 829

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Avant de tenir compte de modifications qui ont été apportées au régime en date du 1er juillet 2017, les employés de la Ville participaient à l'un des 2 régimes de retraite offerts. Tous les employés de l'ex-Sorel et les nouveaux employés engagés depuis le 1er janvier 2002 participent au Régime de retraite pour les employés municipaux de la Ville de Sorel-Tracy ("Régime Sorel"), alors que les employés de l'ex-Tracy ont eu la possibilité d'adhérer ou non (à des dates différentes selon les groupes) au Régime Sorel pour leur service futur, alors que leur service passé est maintenu dans le Régime de retraite des officiers et employés de la Ville de Tracy ("Régime Tracy"). En 2009, une demande de fusion des 2 régimes a été transmise aux autorités gouvernementales et elle a été acceptée en 2010. Cette fusion n'a pas d'impact sur les prestations payables aux participants, puisque leurs droits continuent de s'accumuler selon la formule du Régime Sorel ou du Régime Tracy, selon le cas. Les 2 régimes, tels que décrits ci-après, sont donc considérés comme ne formant qu'un seul régime à compter de l'année 2009.

Formule du Régime Sorel

Pour le service crédité avant le 1er janvier 2001, la rente annuelle est égale à 2% du salaire de l'année 2000 par année de service créditée à cette date. Pour le service crédité à compter du 1er janvier 2001, la rente créditée annuellement au régime est de 2% du salaire de l'année (à l'exception des cadres et des cols blancs pour qui, depuis le 1er janvier 2008, la rente totale est égale à 2% de la moyenne des trois (cinq pour les cols blancs) meilleurs salaires pour toutes les années de service crédité). Certains participants cols bleus ont eu droit à une revalorisation de leur rente accumulée au 31 décembre 2012 en fonction de leur salaire de l'année 2012. Pour les pompiers, le régime a été modifié en 2011 pour le service à compter du 1er janvier 2011 seulement, et prévoit une rente égale à 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires, à laquelle s'ajoute une rente de raccordement de 0,5% de la moyenne des cinq meilleurs salaires. Les participants financent une partie du coût annuel du régime, soit 7% de leur salaire annuel (à l'exception des cadres qui cotisent 8,3% de leur salaire annuel, des cols blancs qui cotisent 8,55% de leur salaire et, depuis le 1er janvier 2011, des pompiers qui cotisent 8,5% de leur salaire). La balance du coût est assumée par la Ville. La date de retraite normale est à 65 ans. Règle générale, la retraite peut être prise sans réduction en tout temps à compter du 60e anniversaire du participant ou lorsque la somme de son âge et de ses années de service totalise 80 s'il a alors au moins 58 ans. Cette règle s'applique également aux pompiers pour leur service crédité depuis le 1er janvier 2011. La forme normale de rente est une rente garantie cinq ans. Pour avoir droit à cette rente, le conjoint du participant doit au préalable avoir renoncé à une rente sur base d'équivalence actuarielle prévoyant une réversion à 60% au conjoint.

Formule du Régime Tracy

Pour le service crédité avant le 1er janvier 2001, la rente annuelle par année de service crédité à cette date est égale à 1,4% du taux de salaire au 1er janvier 2001 jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles (MGA) de 2000, plus 2% de l'excédent. Pour le service crédité à compter du 1er janvier 2001, la rente créditée annuellement au régime est de 1,4% du salaire de l'année jusqu'à concurrence du MGA de l'année en cause, plus 2% de l'excédent (à l'exception des cadres et des cols blancs pour qui, depuis le 1er janvier 2008, la rente totale est égale à 1,4% de la moyenne des trois (cinq pour les cols blancs) meilleurs salaires jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles (MGA), plus 2% de l'excédent pour toutes les années de service crédité). Les participants financent une partie du coût annuel du régime, soit 3,5% de leur salaire annuel jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles de l'année, plus 5% de l'excédent (à l'exception des cadres qui cotisent 4,8% de leur salaire annuel jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles de l'année, plus 6,3% de l'excédent). La balance du coût est assumée par la

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Ville. La date de retraite normale est à 65 ans. La rente est payable sans réduction à partir de 60 ans lorsque la somme de l'âge et du service crédité totalise 90. La forme normale de rente est une rente garantie dix ans.
Pour avoir droit à cette rente, le conjoint du participant doit au préalable avoir renoncé à une rente sur base d'équivalence actuarielle prévoyant une réversion à 60% au conjoint.

Des modifications ont été apportées au régime en date du 1er juillet 2017, découlant la Loi RRSM et de l'entente intervenue le 27 juin 2017 entre la Ville et les différents groupes d'employés, et ces modifications se résument ainsi :

Les modifications suivantes affectent les participants actifs (aucune modification pour les participants retraités) :

o Volet 1 - Services antérieurs au 1er janvier 2014 :
- Abolition au 1er janvier 2014 de la prestation additionnelle

o Volet 2 - Services postérieurs au 31 décembre 2013 :
- Abolition au 1er janvier 2014 de la prestation additionnelle;

- À compter du 2 juillet 2017, la cotisation d'exercice est versée à parts égales par l'employeur et les participants actifs:

* La cotisation est déterminée séparément pour le groupe des pompiers et pour le groupe des cols bleus, cols blancs et cadres;

- À compter du 2 juillet 2017, une cotisation de stabilisation égale à 10 % de la cotisation d'exercice établie avec marge pour écarts défavorables est versée à parts égales par l'employeur et les participants actifs;

- À ces cotisations d'exercice et de stabilisation s'ajoute la cotisation requise pour financer 50 % des cotisations d'équilibre du volet 2, le cas échéant.

- Pour les cols bleus, les cols blancs et les cadres, les modifications suivantes sont applicables pour les années de service crédité à compter du 1er janvier 2014 :

* La formule de la rente viagère est de 2,0% du salaire de l'année, indexé annuellement;

* L'indexation annuelle de la rente viagère créditée avant la retraite est en fonction du salaire industriel moyen (SIM), maximum 3% (sujette aux limites fiscales applicables), à l'exception de la rente créditée pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016 pour les employés membres du syndicat des cols bleus dont l'indexation annuelle est en fonction du salaire industriel moyen (SIM), maximum 0,4% (sujette aux limites fiscales applicables);

* En cas de cessation d'emploi au cours d'année, l'indexation annuelle de la rente créditée est calculée au prorata de la période créditée dans l'année de cessation;

* Les participants actifs au 1er janvier 2017 qui avaient conservé les prestations sous la formule Tracy bénéficieront à compter de cette date (pour leur service à compter de cette date) des dispositions communes aux autres employés;

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 2 198 839	2 427 958
Charge de l'exercice	4 (2 222 740)	(1 773 282)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 851 126	1 544 163
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>1 827 225</u>	<u>2 198 839</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 69 145 474	63 735 850
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>69 727 923</u>)	(<u>64 295 411</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (582 449)	(559 561)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>2 409 674</u>	<u>2 758 400</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 1 827 225	2 198 839
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>1 827 225</u>	<u>2 198 839</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>2</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 69 145 474	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>69 727 924</u>)	(<u>559 553</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>582 450</u>)	(<u>559 553</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 732 415	2 255 843
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>222 100</u>	
	20 2 954 515	<u>2 255 843</u>
Cotisations salariales des employés	21 (1 319 186)	(989 437)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u>50 451</u>)	(<u>38 752</u>)
	23 1 584 878	1 227 654
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 621 183	565 592
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
-	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>2 206 061</u>	<u>1 793 246</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 3 668 279	3 390 294
Rendement espéré des actifs	33 (<u>3 651 600</u>)	(<u>3 410 258</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 16 679	(19 964)
Charge de l'exercice	35 <u>2 222 740</u>	<u>1 773 282</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 4 997 739	4 746 005
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (3 651 600)	(3 410 258)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 1 346 139	1 335 747
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (1 618 597)	(2 084 924)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 2 808 877	3 044 018
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 71 115 090	65 258 530
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 (471 467)	(559 554)
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 2 658 926	2 085 674
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,30 %	2,30 %
Autres hypothèses économiques		
- Table CPM-2014Publ	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
	53	54
		1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

En plus des prestations de retraite, les employés ont les avantages suivants :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités;

La dernière évaluation de comptabilisation des coûts et obligations, relative aux avantages ci-dessus, a été effectuée au 31 décembre 2016.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 436 929)	(1 364 029)
Charge de l'exercice	56 (121 837)	(132 831)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 52 304	59 931
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(1 262 788)</u>	<u>(1 436 929)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 475 522)	(1 739 883)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 475 522)	(1 739 883)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 212 734	302 954
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (1 262 788)	(1 436 929)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(1 262 788)</u>	<u>(1 436 929)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (1 475 522)	(1 739 883)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(1 475 522)</u>	<u>(1 739 883)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 5 909	14 644
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 <u>5 909</u>	<u>14 644</u>
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 (101)	(96)
	74 5 808	14 548
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75 44 824	67 514
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77 (215 293)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Autres		
-	80	
-	81	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 <u>(164 661)</u>	<u>82 062</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 42 824	50 769
Rendement espéré des actifs	84 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 <u>42 824</u>	<u>50 769</u>
Charge de l'exercice	86 <u>(121 837)</u>	<u>132 831</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	168 931
Prestations versées au cours de l'exercice	91 52 405	60 027
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	8
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 2,75 %	2,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 7,20 %	7,20 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,00 %	5,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 2 028	2 028
Autres hypothèses économiques		
-	103	
-	104	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 1

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de la Régie participent au plan des avantages sociaux offerts par la Ville de Sorel-Tracy. Ce plan est à prestations déterminées. La Ville de Sorel-Tracy est le promoteur de ce plan des avantages sociaux. Ce régime à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Régie sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités;
- des prestations supplémentaires payables à certains retraités actuels et futurs.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 106	<u>38 898</u>	<u>29 878</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite offert aux employés du Conseil intermunicipal de transport (C.I.T.) de Sorel-Varennnes est un REER collectif, où l'employeur et l'employé participent cotisent chacun jusqu'à concurrence de 5 % du salaire de l'employé. Voir la note 25 sur l'opération de restructuration.

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 108	<u>6 363</u>	<u>6 363</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 109 Oui
 110 Non

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 111	<u>9</u>	<u>9</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Cotisations des élus au RREM	112	<u>15 350</u>	<u>16 597</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	51 743	55 940
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>35 351</u>	<u>29 209</u>
	115	<u>87 094</u>	<u>85 149</u>

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale

Dettes à long terme	1	59 443 190
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	2 243 547
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	1 516
-------------------	---	-------

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	3 194 783
---	---	-----------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

- TECQ 2014-2018 et FEPTEU	12	4 248 276
----------------------------	----	-----------

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	54 242 162
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	245 640
--	----	---------

Endettement net à long terme	16	54 487 802
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	9 035 528
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	63 523 330
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités		
--	--	--

reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	63 523 330
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	8 996 539
---	----	-----------

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques		
--	--	--

(inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
----------------------------------	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2017	2017	2017	2016	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	30 355 760	30 172 879	30 172 879	30 702 534
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	5 529 380	5 579 520	5 579 520	5 362 830
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	573 720	581 785	581 785	953 169
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	36 458 860	36 334 184	36 334 184	37 018 533
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 735 615	2 754 040	2 753 925	2 619 540
Égout	11	1 947 830	1 957 358	1 957 358	1 924 055
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 957 250	1 917 077	1 917 077	2 854 586
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	180 000	187 871	187 871	168 959
Service de la dette	18	66 795	66 921	66 921	70 252
Activités de fonctionnement	19				234 218
Activités d'investissement	20	1 330 000	1 340 548	1 340 548	1 106 902
	21	8 217 490	8 223 815	8 223 700	8 978 512
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	8 217 490	8 223 815	8 223 700	8 978 512
	26	44 676 350	44 557 999	44 557 884	45 997 045

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	2 871 125	2 873 446	1 809 901
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	2 400	2 400	2 449
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	2 873 525	2 875 846	1 812 350
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	801 510	853 296	907 541
Cégeps et universités	33	167 540	208 441	192 661
Écoles primaires et secondaires	34	692 640	743 579	797 851
	35	1 661 690	1 805 316	1 898 053
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	4 535 215	4 681 162	3 710 403
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	81 825	88 626	87 981
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	800	1 200	1 335
Taxes d'affaires	43			
	44	82 625	89 826	89 316
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46	2 400	3 600	1 335
	47	2 400	3 600	1 335
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	4 620 240	4 774 588	3 801 054

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		1 684	11 912
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	10 000	10 000	962
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	40 000	49 175	49 552
Enlèvement de la neige	58	30 000	45 591	45 092
Autres	59			1 292
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		855 766	1 028 507
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		985	1 062
Réseau de distribution de l'eau potable	68	136 335	136 336	137 264
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	42 165	42 163	42 536
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	114 670	114 667	117 917
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	600	799	1 129
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	22 440	86 118	91 452
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	143 635	151 938	148 351
Autres	88	82 920	45 770	4 099
Réseau d'électricité	89			
	90	622 765	682 557	1 723 540
				1 681 127

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2017	2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			2 415
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		2 170	320 420
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	2 328 980		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	2 448 873	1 013 920	1 013 920
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	1 270 273	1 013 920	1 013 920
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	551 170	551 170	3 783 336
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127	116 959	116 959	
Réseau d'électricité	128			
	129	6 048 126	2 695 969	4 106 171

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131	599 400	599 447	538 957
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138	599 400	599 447	538 957
TOTAL DES TRANSFERTS	139	7 270 291	3 977 973	6 326 255

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140	85 000	63 317	90 492
Évaluation	141			
Autres	142	101 000	105 233	40 632
	143	186 000	168 550	131 124
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	1 416 815	1 492 968	1 332 199
Sécurité civile	146		14 365	14 365
Autres	147			
	148	1 416 815	1 507 333	1 332 199
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	11 000	11 143	13 213
Autres	153			
	154	11 000	11 143	13 213
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	433 465	362 856	511 790
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	433 465	362 856	511 790
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	1 808 625	1 808 625	1 840 717
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			266 860
Autres	178	269 530	269 530	
	179	2 078 155	2 078 155	2 107 577
Réseau d'électricité	180			
	181	4 125 435	4 128 037	4 095 903

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182	8 000	8 520	8 181
Évaluation	183	10 000	13 750	1 150
Autre	184	21 400	49 420	32 979
	185	39 400	71 690	42 310
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187	33 895	21 122	34 054
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190	33 895	21 122	34 054
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	11 215	15 082	30 565
Enlèvement de la neige	192	90 000	183 583	175 995
Autres	193	47 930	66 392	18 838
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194		828 426	1 883 615
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199	149 145	265 057	2 109 013
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201	15 000	23 999	23 155
Traitement des eaux usées	202	80 000	81 068	103 047
Réseaux d'égout	203	5 000	4 950	10 400
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	14 000	18 230	17 920
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			
	210	114 000	128 247	154 522
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215	2 000	293	293
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217	2 300	2 300	6 189
Autres	218	100	56	39
	219	4 400	2 649	6 228
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	648 355	734 385	702 280
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	29 250	28 168	31 409
Autres	222	111 835	157 188	115 882
	223	789 440	919 741	849 571
Réseau d'électricité	224			
	225	1 130 280	1 408 506	3 195 698
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	5 255 715	5 536 543	7 291 601

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	105 000	176 836	156 167
Droits de mutation immobilière	228	630 000	1 487 479	1 502 555
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	735 000	1 664 315	1 658 722
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	1 132 200	977 226	1 089 916
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233	110 000	108 049	176 828
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	160 000	157 915	210 412
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235		465 113	(32 589)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236		356 492	351 890
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240		22 155	22 155
Autres contributions	241		115 562	1 391 199
Autres	242	118 330	595 947	579 968
	243	118 330	1 555 269	2 290 468
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017		Réalizations 2017		Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	599 740	651 789	21 952	673 741	673 741	597 407
Greffe et application de la loi	2	1 415 260	1 370 830	13 046	1 383 876	1 383 876	1 084 863
Gestion financière et administrative	3	1 906 025	1 890 951	92 273	1 983 224	1 983 224	1 943 772
Évaluation	4	512 415	494 715		494 715	494 715	499 910
Gestion du personnel	5	793 545	715 120	4 976	720 096	720 096	814 431
Autres							
- Admin. autres	6	2 320 325	2 075 856	169 255	2 245 111	2 245 111	2 235 315
-	7						
	8	7 547 310	7 199 261	301 502	7 500 763	7 500 763	7 175 698
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 968 675	3 981 490		3 981 490	3 981 490	4 209 668
Sécurité incendie	10	5 206 995	5 976 720	497 969	6 474 689	6 474 689	5 398 889
Sécurité civile	11	7 495	29 181		29 181	29 181	11 314
Autres	12	364 540	381 194	4 328	385 522	385 522	356 959
	13	9 547 705	10 368 585	502 297	10 870 882	10 870 882	9 976 830
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 203 712	2 544 610	2 086 942	4 631 552	4 631 552	4 707 011
Enlèvement de la neige	15	2 989 979	3 252 531	84 563	3 337 094	3 337 094	2 876 271
Éclairage des rues	16	500 753	504 161	88 568	592 729	592 729	594 884
Circulation et stationnement	17	405 321	371 159	75 340	446 499	446 499	433 403
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 804 039	1 609 838	1 549	1 611 387	3 199 835	4 963 996
Transport aérien	19	52 962	76 126	9 578	85 704	85 704	64 325
Transport par eau	20		19 501	341	19 842	19 842	
Autres	21						
	22	7 956 766	8 377 926	2 346 881	10 724 807	12 313 255	13 639 890

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 485 950	2 451 888	213 056	2 664 944	2 729 107	2 712 383
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 283 022	1 003 197	634 973	1 638 170	1 638 170	1 801 855
Traitement des eaux usées	25	984 375	984 214	397 955	1 382 169	1 326 532	1 175 761
Réseaux d'égout	26	1 414 322	1 216 484	413 859	1 630 343	1 630 343	1 995 483
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 863 078	831 191		831 191	831 191	957 930
Élimination	28		401 015		401 015	401 015	866 396
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29		49 742		49 742	49 742	415 431
Tri et conditionnement	30		12 636		12 636	12 636	127 758
Matières organiques							
Collecte et transport	31		338 872		338 872	338 872	78 401
Traitement	32		167 296		167 296	167 296	39 048
Matériaux secs	33		92 382		92 382	92 382	94 179
Autres	34		46 118		46 118	46 118	275 115
Plan de gestion	35						
Autres	36		(63 769)		(63 769)	(63 769)	
Cours d'eau	37		72 611		72 611	72 611	
Protection de l'environnement	38	193 324	244 371	72 464	316 835	316 835	338 844
Autres	39						
	40	8 224 071	7 848 248	1 732 307	9 580 555	9 589 081	10 878 584
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	405 000	178 506		178 506	178 506	239 399
Sécurité du revenu	42	13 753					
Autres	43		66 872	10	66 882	66 882	12 555
	44	418 753	245 378	10	245 388	245 388	251 954
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 172 036	1 159 242	70 675	1 229 917	1 229 917	1 094 202
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	100 000	100 227		100 227	100 227	59 393
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	650 970	600 072	167	600 239	600 239	593 212
Tourisme	49	5 630	7 058		7 058	7 058	6 434
Autres	50	78 581	34 304	8 746	43 050	43 050	100 504
Autres	51		312 590		312 590	312 590	6 382
	52	2 007 217	2 213 493	79 588	2 293 081	2 293 081	1 860 127

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	756 633	821 157	97 860	919 017	919 017	867 248
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 512 394	2 555 766	261 066	2 816 832	2 816 832	2 775 606
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 075 461	2 124 779	280 238	2 405 017	2 405 017	2 367 010
Parcs et terrains de jeux	56	1 748 299	2 009 314	528 385	2 537 699	2 537 699	2 192 653
Parcs régionaux	57	187 660	182 147	1 238	183 385	183 385	369 347
Expositions et foires	58	294 687	494 934	3 309	498 243	1 407 221	658 422
Autres	59	465 798	464 979	2 368	467 347	467 347	438 499
	60	8 040 932	8 653 076	1 174 464	9 827 540	10 736 518	9 668 785
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 376 148	1 418 566	114 762	1 533 328	1 533 328	1 448 308
Bibliothèques	62	1 553 930	1 532 748	118 759	1 651 507	1 651 507	1 558 357
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	646 490	625 158	95 028	720 186	720 186	699 440
Autres ressources du patrimoine	64	83 030	79 786	1 820	81 606	81 606	112 935
Autres	65	492 968	496 217	32 535	528 752	528 752	341 085
	66	4 152 566	4 152 475	362 904	4 515 379	4 515 379	4 160 125
	67	12 193 498	12 805 551	1 537 368	14 342 919	15 251 897	13 828 910
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	1 182 405	1 188 592		1 188 592	1 250 271	1 389 006
Autres frais	70	154 730	149 968		149 968	149 968	134 791
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	170 000	59 503		59 503	59 503	30 805
Autres	72		282		282	1 445	2 637
	73	1 507 135	1 398 345		1 398 345	1 461 187	1 557 239
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
	74					916 555	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	75	6 900 000	6 499 953	(6 499 953)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville de Sorel-Tracy (ci-après « la Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

*Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.*¹

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (1)
Brossard, Québec

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A108263

DATE 2018-05-22

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	823 975	823 975	1 029 131
	Usines de traitement de l'eau potable	2	31 419	94 351	18 551
	Usines et bassins d'épuration	3		416	67 467
	Conduites d'égout	4	1 264 026	1 264 026	1 011 371
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 707 575	5 707 575	2 822 306
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8	69 082	69 082	12 428
	Aires de stationnement	9	233 399	233 399	176 198
	Parcs et terrains de jeux	10	816 612	816 612	292 232
	Autres infrastructures	11	2 541 717	2 533 517	2 145 129
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	1 613 822	1 613 822	1 497 856
	Édifices communautaires et récréatifs	14	2 533 675	2 533 675	3 505 887
	Améliorations locatives	15			
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	494 282	494 282	1 097 813
	Ameublement et équipement de bureau	18	186 143	190 377	271 667
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 143 228	1 237 487	1 048 145
	Terrains	20	195 864	195 864	327 297
	Autres	21			
		22	17 654 819	17 808 460	15 323 478

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	823 975	823 975	963 940
	Usines de traitement de l'eau potable	24	31 419	94 351	18 551
	Usines et bassins d'épuration	25			
	Conduites d'égout	26	1 264 026	1 264 026	545 935
	Autres infrastructures	27	9 368 385	9 360 185	3 466 587
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28			65 191
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30		416	67 467
	Conduites d'égout	31			465 436
	Autres infrastructures	32			1 981 706
	Autres immobilisations	33	6 167 014	6 265 507	7 748 665
		34	17 654 819	17 808 460	15 323 478

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017***Non audité*

		2017	2016
Rémunération	35	15 153	91 214
Charges sociales	36	2 255	22 589
Biens et services	37	17 637 411	14 603 190
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	17 654 819	14 716 993

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	73 875		73 875	
Réserves financières et fonds réservés	3	1 524	55	63	1 516
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 243 062		557 661	1 685 401
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	56 824 637	8 808 203	10 825 711	54 807 129
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	59 143 098	8 808 258	11 457 310	56 494 046
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	3 046 204	814 266	665 686	3 194 784
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	3 246 560		3 246 560	
Autres	17	43 829		43 829	
	18	6 336 593	814 266	3 956 075	3 194 784
	19	65 479 691	9 622 524	15 413 385	59 688 830
Dette en cours de refinancement	20	()			()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	65 479 691	9 622 524	15 413 385	59 688 830

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	1 043 400	1 043 024	1 078 483
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	210 205	341 189	227 221
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 880 745	1 880 478	
Matières résiduelles	12	1 862 840	1 875 484	2 854 258
Cours d'eau	13	20 940	72 611	72 611
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	319 900	319 846	298 773
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	1 522 915	1 524 133	1 499 665
Activités culturelles	23	224 930	223 710	221 493
Réseau d'électricité				
	24			
	25	7 085 875	7 280 475	6 179 893

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	36,00	34,00	68 091,00	3 307 212	855 764	4 162 976
Professionnels	2	10,00	34,00	18 008,00	908 045	247 885	1 155 930
Cols blancs	3	80,00	34,00	141 842,00	3 960 032	1 079 378	5 039 410
Cols bleus	4	85,00	40,00	179 607,00	5 027 684	1 439 601	6 467 285
Policiers	5						
Pompiers	6	47,00	42,00	116 733,00	3 528 922	835 280	4 364 202
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	258,00		524 281,00	16 731 895	4 457 908	21 189 803
Élus	9	9,00			368 039	133 137	501 176
	10	267,00			17 099 934	4 591 045	21 690 979

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	136 336	1 013 920			1 150 256
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	42 163	1 013 920			1 056 083
Autres	16	1 047 880		628 304	95 450	1 771 634
	17	1 226 379	2 027 840	628 304	95 450	3 977 973

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1	2 943	446
Évaluation	2		
Autres	3	73 592	74 978
	4	76 535	75 424
Sécurité publique			
Police	5	17 515	32 011
Sécurité incendie	6	223 463	197 705
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	240 978	229 716
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	392 960	416 641
Enlèvement de la neige	11	1 074	1 207
Autres	12	25 357	27 906
Transport collectif	13	1 974	
Autres	14		2 122
	15	421 365	447 876
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	26 394	27 163
Réseau de distribution de l'eau potable	17	164 935	157 878
Traitement des eaux usées	18	49	721
Réseaux d'égout	19	117 909	117 684
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	17 316	18 037
Autres	25		
	26	326 603	321 483
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	6 749	3 843
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	37 466	33 322
Autres	34		1 242
	35	44 215	38 407
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	244 181	269 158
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	15 720	13 542
Autres	38	28 748	29 374
	39	288 649	312 074
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 398 345	1 424 980

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Serge Péloquin (Ville de Sorel-Tracy)	88 190	11 682
Serge Péloquin (Régie de l'eau)	762	381
Serge Péloquin (MRC)	5 848	2 924
Sege Péloquin (CIT)	1 390	695
Serge Péloquin (Régie de la gare)	1 587	794
Yvon Bibeau (Ville de Sorel-Tracy)	19 202	9 601
Yvon Bibeau (Régie de l'eau)	662	331
André Potvin (Ville de Sorel-Tracy)	19 202	9 601
Dominique Ouellet (Ville de Sorel-Tracy)	22 085	11 043
Dominique Ouellet (CIT)	1 158	579
Sophie Chevalier (Ville de Sorel-Tracy)	19 202	9 601
Jocelyn Mondou (Ville de Sorel-Tracy)	22 085	11 043
Alain Maher (Ville de Sorel-Tracy)	22 085	11 043
Patrick Péloquin (Ville de Sorel-Tracy)	22 085	11 043
Benoit Guévremont (Ville de Sorel-Tracy)	22 085	11 043
Martin Lajeunesse (Ville de Sorel-Tracy)	2 945	1 472
Olivier Picard (Ville de Sorel-Tracy)	2 945	1 472
Sylvie Labelle (Ville de Sorel-Tracy)	2 945	1 472

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	8 000 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	193 369 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	770 745 \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	\$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	\$
b) autres formes d'aide	30	\$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	.....

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 _____ \$

b) Dépenses d'investissement 37 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 39 _____

b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	31 533 360
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	5 280 245
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	544 215
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	37 357 820

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 812 115
Égout	11	1 937 150
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	2 190 865
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	190 000
Service de la dette	18	61 065
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	1 333 000
	21	8 524 195
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	8 524 195
	26	45 882 015

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	2 894 455
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	2 520
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	2 896 975

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	880 520
Cégeps et universités	7	198 450
Écoles primaires et secondaires	8	797 355
	9	1 876 325

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	4 773 300

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	93 840
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 260
Taxes d'affaires	17	
	18	95 100

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	4 200
	21	4 200

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	4 872 600

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 2 287 140 506	X 5 0,8393 /100\$	6 19 195 968				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 188 474 079	X 8 0,8393 /100\$	9 1 581 865				
Immeubles non résidentiels	10 332 040 115	X 11 2,4193 /100\$	12 8 033 045				
Immeubles industriels	13 90 245 500	X 14 2,7993 /100\$	15 2 526 240				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 29 030 200	X 20 1,3393 /100\$	21 388 800				
Immeubles agricoles	22 9 873 300	X 23 0,8393 /100\$	24 82 867				
Total			25 31 808 785	26 (275 425)	27 ()	28	29 31 533 360
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 2 936 803 700	X 31 0,1798 /100\$	32 5 280 245				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54 5 280 245	55 ()	56 ()	57	58 5 280 245

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12								
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18								
Autres 19	X	20 /100\$	21								
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24								
Total			25					26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41								
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47								
Autres 48	X	49 /100\$	50								
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53								
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58				
Valeur locative imposable											
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1 | 3 | 5 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 0 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 1 | 5 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxes spéciales - secteur ex-ville Sorel	0,0311	1	
Taxes spéciales - secteur ex-ville Tracy	0,0003	1	
Eaux usées	20,0000	4	par chambre
Eau Sorel-Tracy	27,0000	4	par chambre
Eau et eaux usées - compteur d'eau	0,5836	5	
Eau seulement - compteur d'eau	0,3665	5	
Matières résiduelles	23,0000	4	par chambre
Service parc location - ex-ville Sorel	117,5000	4	par maison mobile
Réfection réseau routier	70,0000	4	par unité de logement
Réfection réseau routier	14,0000	4	par chambre
Compensation pour services municipaux	0,8000	1	terrains non imposables

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	45 882 015
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	275 565

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	7 002 513
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	190 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	38 689 502

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	2 936 803 700
--	----	---------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	<div style="display: flex; align-items: center; gap: 5px;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">1</div> , <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">3</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">1</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">7</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">4</div> /100 \$ </div>
--	----	--

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	8 617 525	2 688 500		441 000	1 876 805	100 615
De secteur	2	66 675	3 260		5 040	35 048	2 807
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	667 630	262 640			1 261 260	420
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	9 351 830	2 954 400		446 040	3 173 113	103 842

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	23 089 160			36 813 605
De secteur	10	431 385			544 215
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	61 065			61 065
Autres	13	6 081 180			8 273 130
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	29 662 790			45 692 015

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	76 566 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	59 375 540 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	4 632 360 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	1 523 090 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	\$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 71, rue Charlotte, C.P.368
(no) (rue)
Sorel-Tracy J3P 7K1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 780-5600
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 780-5625
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@ville.sorel-tracy.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Vicky Bussière

Téléphone (450) 780-5600
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 780-5625
(ind. rég.) (numéro)

Courriel vicky.bussiere@ville.sorel-tracy.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L/s.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 4605-A, boul. Lapinière, bureau 200
(no) (rue)
Brossard J4Z 3T5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 618-8101
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 618-6420
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dherard@deloitte.ca

Responsable du dossier Denis Hérard, CPA,CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Vicky Bussière , atteste que le rapport financier consolidé de Sorel-Tracy pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-06-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Sorel-Tracy .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sorel-Tracy consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sorel-Tracy détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 5 389 070 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,2812 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-05-18 14:38:39

Date de transmission au Ministère :